

Dossier du rassemblement à Genève



Vendredi 5 juin, de nombreux/euses camarades ont répondu présent à l'appel conjoint de différents syndicats d'Europe et d'un Comité d'organisation de la diaspora iranienne, en solidarité avec le mouvement des travailleur.euse.s d'Iran.

C'est devant le siège des Nations Unies à Genève (Suisse), qu'un parterre de banderoles, d'affiches et de posters est venu recouvrir le sol gris de la place des Nations. On y lisait des slogans de lutte ainsi que des demandes de libération immédiate et inconditionnelle des prisonnier.es politiques en Iran. Les visages des camarades victimes de la répression scintillaient sous le soleil alors que l'Internationale résonnait pour introduire les prises de paroles.

Ainsi s'est diffusé un message unanime, unitaire et rempli d'espoir, par :

- des syndicats français, suisses, suédois, et d'autres pays,
- des camarades iraniens vivant désormais dans différents pays européens,
- des représentant.e.s de différents pays, venu.e.s pour la conférence annuelle de l'OIT.

On a également entendu au cours de l'après-midi des messages enregistrés en Iran par des camarades syndicalistes. C'est leur voix et leur message politique qui ont été exposés ce jour-là aux oreilles de l'institution censée garantir les droits des travailleur.euse.s du monde entier.

Une nouvelle fois, l'hypocrisie et la complicité des gouvernements du monde entier a permis la présence, au sein des organismes de l'OIT, d'émissaires envoyés par le régime et présentés comme représentants des salarié.es.

Mais la supercherie ne trompe personne. Personne n'est dupe. En Iran, les véritables représentant.e.s indépendant.e.s des salarié.es en Iran subissent une répression sans précédent depuis des décennies, parfois au péril de leur vie.

La République Islamique ne respecte toujours pas les pactes internationaux qu'elle a signés en matière de droits civiques, économiques, politiques ou sociaux. Par ailleurs, elle ne remplit pas non plus ses obligations en tant qu'Etat membre de l'OIT concernant les libertés fondamentales des travailleur.euse.s. Néanmoins, le régime a toujours sa place dans ces instances, avec l'aval des grandes puissances.



Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, UNSA, Solidaires et FSU, ainsi que :

- des organisations syndicales de plusieurs pays,
- le « Comité d'organisation » mis en place par des organisations de la diaspora iranienne, appellent à un rassemblement à Genève le 5 juin devant le siège de l'ONU, où se tient l'assemblée annuelle de l'Organisation Internationale du travail (OIT).

Nous voulons par ce rassemblement :

- dénoncer la présence de représentants de la République d'Iran dans cette conférence ;
- réaffirmer notre solidarité avec les travailleurs/euses d'Iran, et les exploité.es et opprimé.es qui luttent contre l'oppression du régime et subissent la violence de la guerre.

Ce rassemblement appelle à :

- Un arrêt immédiat de la guerre dans cette région ;
- La libération inconditionnelle de l'ensemble des prisonnier.es politiques et d'opinion ;
- L'arrêt immédiat des arrestations, de la torture et des exécutions ;
- Le rétablissement immédiat d'Internet ;
- Le droit de former des organisations indépendantes du pouvoir ;
- Le droit de faire grève et de manifester, la sécurité de l'emploi, le respect des normes d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail ;
- Des conditions de vie permettant de vivre dignement ;
- Des rémunérations en rapport avec le coût de la vie ;

Vendredi 5 juin 2026

de 12 h à 15h

Place des Nations, Genève

L'ensemble des personnes défendant les droits des salarié.es, les libertés et la paix, sont les bienvenues à ce rassemblement.



Call for a rally

The French trade union organizations CFTD, CGT, UNSA, Solidaires and FSU, as well as:

- trade union organizations from several countries,
 - the “Organizing Committee” established by Iranian diaspora organizations,
- are calling for a rally in Geneva on June 5 in front of the United Nations headquarters, where the annual conference of the International Labour Organization (ILO) is taking place.

We aim, through this rally:

- to denounce the presence of representatives of the Islamic Republic of Iran at this conference;
- to reaffirm our solidarity with workers in Iran and with all those who are exploited and oppressed, who are struggling against the regime’s oppression while suffering the violence of war.

This rally calls for:

An immediate end to the war in this region;

The unconditional release of all political prisoners and prisoners of conscience;

The immediate end to arrests, torture, and executions;

The immediate restoration of Internet access;

The right to form organizations independent of state power;

The right to strike and demonstrate, job security, and the enforcement of health and safety standards in the workplace;

Living conditions that allow for a dignified life;

Wages in line with the cost of living.

Friday, 5 Juin 2026

12 p.m. - 3 p.m.

Place des Nations, Geneva

All those who support workers’ rights, civil liberties, and peace are warmly invited to join this rally.



فراخوان به گردهمایی

سازمان‌های سندیکایی فرانسوی CFDT، CGT، UNSA، Solidaires و FSU، هم چنین:

- سازمان‌های سندیکایی از چندین کشور دیگر،
 - «کمیته هماهنگی» که توسط گروه‌های ایرانی در خارج از ایران تشکیل شده است،
- برای برگزاری یک گردهمایی در روز ۵ ژوئن در ژنو در مقابل مقر سازمان ملل متحد، که کنفرانس سالانه سازمان بین‌المللی کار (ILO) در آن جا برگزار می‌شود، فراخوان می‌دهند.

اهداف ما از برگزاری این گردهمایی عبارتند از:

- محکوم کردن حضور نمایندگان جمهوری اسلامی ایران در این کنفرانس؛
- تأکید مجدد بر اعلان همبستگی خود با کارگران ایران و با همه کسانی که مورد استثمار و ستم قرار گرفته‌اند، علیه سرکوب رژیم مبارزه می‌کنند و خشونت جنگ را متحمل می‌شوند.

این گردهمایی خواستار:

- پایان فوری جنگ در منطقه؛
- آزادی بی‌قید و شرط همه زندانیان سیاسی و زندانیان عقیدتی؛
- توقف فوری بازداشت‌ها، شکنجه و اعدام‌ها؛
- برقراری فوری اینترنت؛
- حق داشتن تشکل‌های مستقل از قدرت دولتی؛
- حق اعتصاب و تظاهرات، امنیت شغلی، و اجرای استانداردهای بهداشتی و ایمنی در محیط کار؛
- شرایط زندگی‌ای که امکان زندگی شرافتمندانه را فراهم کند؛
- دستمزدهایی متناسب با هزینه‌های زندگی .

جمعه، ۵ ژوئن ۲۰۲۶

ساعت ۱۲ تا ۱۵

میدان ملل، ژنو

ما همه کسانی را که از حقوق کارگران، آزادی‌های مدنی و صلح حمایت می‌کنند، صمیمانه فرا می‌خوانیم که در این گردهمایی شرکت کنند.

Déclaration de Solidarité socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) au rassemblement à Genève, 5 juin 2026



Cette Conférence internationale du Travail se déroule quelques mois après le plus grand massacre commis par la République islamique d'Iran. Elle se réunit dans un contexte de guerre impérialiste lancée par Trump et Netanyahu et dont les premières victimes sont les travailleurs et travailleuses d'Iran et de la région. Cette conférence se déroule alors qu'en Iran la République islamique faite régner un climat de terreur et s'en prend chaque jour à la population et à toutes celles et ceux qui résistent. Cette conférence se déroule dans un contexte d'effondrement économique et du niveau de vie de l'immense majorité des peuples d'Iran. Le bilan de la République Islamique d'Iran est un désastre total pour les travailleurs et travailleuses de ce pays. En effet, les politiques menées par la dictature n'ont apporté que plus de misère, plus d'injustice, plus de privation et plus de répression pour les salarié.e.s, les travailleurs du secteur informel, les retraités, et les masses laborieuses d'Iran.

Dans ce pays, actuellement membre du Conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT), un abîme se creuse, chaque jour plus profond, entre les classes sociales. Les riches et la clique dirigeante profitent des sanctions internationales et de leur contrôle total sur les ressources du pays pour s'enrichir massivement alors que l'hyper inflation qui sévit en Iran depuis plusieurs années a conduit une large majorité de la population à survivre sous le seuil de pauvreté. Les grèves, les contestations sociales et politiques, les émeutes de la faim éclatent régulièrement et sont à chaque fois réprimés brutalement. Le dernier soulèvement de fin décembre-début janvier dernier a été écrasé dans le sang, faisant des dizaines de milliers de morts, de disparus et d'arrestations. Internet a été coupé et la répression s'abat à huis clos.

Trump et Netanyahu ont déclenché une nouvelle guerre impérialiste dévastatrice pour les populations civiles et pour les infrastructures du pays. Cette guerre criminelle est une catastrophe pour les peuples d'Iran et pour l'ensemble des peuples de la région. Avec cette guerre, la situation sociale s'est dégradée encore plus rapidement, les dégâts environnementaux ont été colossaux, la population est prise entre le marteau de l'impérialisme et l'enclume de la dictature.

La République islamique d'Iran a profité de cette guerre pour accroître la mise sous contrôle de la population, renforcer la répression et accélérer les arrestations et les exécutions. La guerre est un prétexte pour empêcher toute expression de désaccords et menacer toute la société civile et l'ensemble des secteurs combattifs. La classe dirigeante en profite pour licencier massivement les travailleurs/euses, restreindre les droits sociaux et démocratiques de l'ensemble des peuples d'Iran, accroître sa violence contre les minorités nationales.

Les prisons d'Iran se remplissent de jeunes contestataires, d'activistes des droits humains et des minorités, de militant.e.s ouvriers et d'enseignant.e.s qui portent haut et fort les revendications les plus élémentaires de liberté démocratique, de justice sociale et d'égalité. Ils/elles se sont lancé.e.s corps et âme dans la constitution d'organisations indépendantes si chères à la convention 87 de l'OIT, que ce membre du Conseil d'Administration du BIT refuse de signer et/ou respecter.

Ces salarié.es ont régulièrement battu le pavé un peu partout en Iran, pour que les mesures prévues par les conventions 87 et 98 de l'OIT deviennent la norme dans ce pays.

Ces femmes et ces hommes sont actuellement dans les geôles de la République Islamique d'Iran. Et cela pour avoir voulu, par leurs luttes, que soient traduits en actes, les droits civiques et politiques

inscrits dans des traités internationaux (ICCPR et PIDESC/ICESCR), que ce pays a signé, et qu'il piétine en toute impunité sous les regards de ses collègues du Bureau de l'OIT.

Leur place n'est pas dans les prisons, mais dans la Conférence internationale du Travail, en tant que véritables représentant.e.s des travailleurs et travailleuses d'Iran. Sous couvert d'allégations mensongères, certain.e.s de ces femmes et hommes sont même accusé.e.s «d'atteinte à la sécurité nationale ». Les représentants de la République islamique d'Iran qui siègent actuellement à l'OIT sont les complices de bourreaux des travailleurs et travailleuses d'Iran.

SSTI soutient les luttes et les revendications de travailleurs/euses d'Iran.

SSTI demande que soient prises les mesures nécessaires pour :

- contraindre cet État à libérer immédiatement et sans condition les militant.e.s ouvriers et enseignants détenu.e.s, ainsi que les militant.es défendant les droits humains, notamment ceux des femmes,
- faire cesser sa politique répressive envers les activistes, et le contraindre à respecter les principes fondamentaux de l'OIT concernant les droits des travailleurs/euses.

Nous exigeons que :

- Les activistes détenu.e.s soient libéré.e.s sans délai et sans conditions ;
- La répression qui déferle sur le monde du travail et les peuples d'Iran cesse ;
- La peine de mort soit abolie ;
- Les droits fondamentaux des travailleurs/euses soient garantis et respectés.
- Les richesses du pays servent au développement social, non à la guerre et à l'enrichissement d'une infime minorité.

Nous soutenons les exigences présentées à l'OIT et à la Conférence internationale du Travail par les réseaux syndicaux et militants qui luttent en Iran pour l'égalité, la justice sociale et la liberté.

Nous demandons à l'OIT d'entreprendre les démarches nécessaires pour répondre favorablement à ces exigences et que les pouvoirs des représentants fantoches des travailleurs iraniens à la Conférence internationale du Travail soient refusées.

Solidarité socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI)

1 Juin 2026



این کنفرانس جهانی کار چند ماه پس از بزرگترین کشتاری برگزار می‌شود که جمهوری اسلامی ایران مرتکب شده است. این کنفرانس در شرایطی برگزار می‌شود که جنگی امپریالیستی از سوی ترامپ و نتانیاهو به راه افتاده و نخستین قربانیان آن، کارگران و زحمتکشان ایران و منطقه هستند. این کنفرانس در حالی برگزار می‌شود که جمهوری اسلامی در ایران فضای رعب و وحشت را بر جامعه حاکم کرده و هر روزه مردم و همه کسانی را که در برابر آن مقاومت می‌کنند، مورد سرکوب و تعرض قرار می‌دهد. این کنفرانس همچنین در شرایطی برگزار می‌شود که ایران با فروپاشی اقتصادی و سقوط سطح زندگی اکثریت عظیم مردم و زحمتکشان کشور روبه‌رو است.

کارنامه جمهوری اسلامی ایران برای کارگران و زحمتکشان این کشور چیزی جز یک فاجعه تمام‌عیار نبوده است. در واقع، سیاست‌های اعمال‌شده از سوی این دیکتاتوری، برای مزدبگیران، کارگران غیررسمی، بازنشستگان و توده‌های زحمتکش ایران، جز گسترش فقر و فلاکت، بی‌عدالتی، محرومیت و سرکوب، هیچ دستاوردی به همراه نداشته است.

در کشوری که هم‌اکنون عضو هیئت‌مدیره دفتر جهانی کار است، شکاف میان طبقات اجتماعی هر روز عمیق‌تر و گسترده‌تر می‌شود. ثروتمندان و باند حاکم، با بهره‌برداری از تحریم‌های بین‌المللی و تسلط کامل خود بر منابع کشور، به ثروت‌های کلان دست می‌یابند؛ در حالی که ابرنورمی که طی سال‌های اخیر ایران را فراگرفته، اکثریت مهمی از جمعیت کشور را به زیر خط فقر رانده و آنان را ناگزیر به مبارزه‌ای روزمره برای بقا کرده است.

اعتصاب‌ها، اعتراضات اجتماعی و سیاسی و شورش‌های ناشی از گرسنگی و فقر به‌طور منظم در این کشور رخ می‌دهند و هر بار به‌شدت و به‌طور خشنونت‌آمیز سرکوب می‌شوند. آخرین خیزش در دی ماه سال گذشته با خونریزی سرکوب شد و ده‌ها هزار کشته، مفقود و بازداشتی بر جای گذاشت. اینترنت قطع شد و سرکوب در فضایی بسته و دور از دید عمومی ادامه یافت.

ترامپ و نتانیاهو جنگی امپریالیستی جدید و ویرانگر را به راه انداخته‌اند که برای مردم عادی و زیرساخت‌های کشور فاجعه‌بار است. این جنگ جنایتکارانه، برای مردم ایران و برای همه مردم منطقه یک فاجعه محسوب می‌شود. با این جنگ، وضعیت اجتماعی با سرعت بیشتری رو به وخامت گذاشته، خسارات زیست‌محیطی بسیار گسترده بوده و مردم میان چکش امپریالیسم و سندان دیکتاتوری گرفتار شده‌اند.

جمهوری اسلامی ایران از این جنگ برای افزایش کنترل بر جامعه، تشدید سرکوب و تسریع بازداشت‌ها و اعدام‌ها بهره‌برداری می‌کند. جنگ بهانه‌ای برای جلوگیری از هرگونه ابراز مخالفت، تهدیدی برای کل جامعه مدنی و همه بخش‌های مبارز جامعه شده است. طبقه حاکم نیز از این شرایط برای اخراج گسترده کارگران، محدود کردن حقوق اجتماعی و دموکراتیک همه مردم ایران و افزایش خشنونت علیه اقلیت‌های ملی استفاده می‌کند.

زندان‌های ایران از جوانان معترض، فعالان حقوق بشر و حقوق اقلیت‌ها، و همچنین فعالان کارگری و معلمان پر شده است؛ کسانی که با صدای بلند مطالبات ابتدایی آزادی‌های دموکراتیک، عدالت اجتماعی و برابری را مطرح می‌کنند. آنان با تمام وجود در مسیر ایجاد سازمان‌های مستقل گام برداشته‌اند، همان سازمان‌هایی که در کنوانسیون ۸۷ سازمان جهانی کار بر آن تأکید شده است، اما این عضو هیئت‌مدیره دفتر جهانی کار از اجرای آن سر باز می‌زند.

این کارگران به‌طور منظم در سراسر ایران به خیابان‌ها آمده‌اند تا خواستار آن شوند که مفاد پیش‌بینی‌شده در کنوانسیون‌های ۸۷ و ۹۸ سازمان جهانی کار در این کشور به عنوان یک استاندارد پذیرفته و اجرا شود.

این زنان و مردان در حال حاضر صرفاً به این دلیل در زندان‌های جمهوری اسلامی ایران محبوسند که در مبارزات خود خواستار آن بوده‌اند که حقوق مدنی و سیاسی مندرج در معاهدات بین‌المللی (میثاق بین‌المللی حقوق مدنی و سیاسی و میثاق بین‌المللی حقوق اقتصادی، اجتماعی و فرهنگی) که این کشور آن‌ها را امضا کرده است، به اجرا درآید؛ معاهداتی که با مصونیت کامل و در برابر دیدگان همکارانشان در دفتر سازمان جهانی کار، به‌طور مستمر پایمال می‌شود.

جای این کارگران در زندان‌ها نیست، بلکه در کنفرانس جهانی کار است، به‌عنوان نمایندگان واقعی کارگران و زحمتکشان ایران. تحت لوای ادعاهای دروغین، برخی از این زنان و مردان حتی به «اقدام علیه امنیت ملی» متهم شده‌اند. نمایندگان جمهوری اسلامی ایران که در حال حاضر در سازمان جهانی کار حضور دارند، هم‌دست عاملان سرکوب و شکنجه کارگران و زحمتکشان ایران هستند.

همبستگی سوسیالیستی با کارگران در ایران از مبارزات و مطالبات کارگران ایران حمایت می‌کند

همبستگی سوسیالیستی با کارگران در ایران خواستار اتخاذ اقدامات لازم برای موارد زیر است:

□ وادار کردن دولت ایران به آزادی فوری و بدون قید و شرط فعالان کارگری و معلمان بازداشت‌شده، هم چنین مدافعان حقوق بشر از جمله حقوق زنان؛
□ پایان دادن به سیاست‌های سرکوبگرانه علیه فعالان و واداشتن حکومت به رعایت اصول بنیادین سازمان جهانی کار در زمینه حقوق کارگران.

ما خواهان آن هستیم که:

- فعالان زندانی بدون هیچ تأخیر و بدون هیچ قید و شرطی آزاد شوند؛
- سرکوبی که بر جهان کار و مردم ایران تحمیل شده است پایان یابد؛
- مجازات اعدام لغو شود؛
- حقوق بنیادین کارگران به‌طور کامل تضمین و رعایت شود؛
- ثروت‌های کشور در خدمت توسعه اجتماعی قرار گیرد، نه در خدمت جنگ و ثروت‌اندوزی یک اقلیت بسیار کوچک.

ما از مطالبات مطرح شده در سازمان جهانی کار کنفرانس جهانی کار برای برابری، عدالت اجتماعی و آزادی از سوی شبکه‌های سندیکایی و فعالان مبارز در ایران، حمایت می‌کنیم.

ما از سازمان جهانی کار می‌خواهیم اقدامات لازم را برای پاسخ مثبت به این مطالبات انجام دهد و از پذیرش اعتبارنامه نمایندگان قلابی کارگران از سوی ایران در کنفرانس جهانی کار خودداری کند.

۱ ژوئن ۲۰۲۶

A Message of Solidarity from Independent Labour Organizations in Iran to Workers, Trade Unions, and Labour Organizations Worldwide



With warm and comradely greetings to all labour organizations and all those fighting for the emancipation of the working class who have gathered in Geneva for the 114th International Labour Conference.

Your gathering underscores the necessity of international working-class solidarity and unity, while reaffirming the fundamental principle that the emancipation of the working class can only be achieved by the working class itself.

Comrade workers!

Through unrestrained repression, the waging of regional wars, and the escalating threat of a Third World War, the capitalist system seeks to preserve and intensify the exploitation of workers across the globe. At the same time, it strives to shift the heavy burden of its recurring crises onto the shoulders of workers and other toiling people.

A concrete example of such capitalist wars is the “Forty-Day War” imposed on the workers and the people of Iran. The possibility of its resurgence in various forms remains ever present, whether in the immediate future or at a later stage.

The “Forty-Day War” was an aggressive conflict waged by U.S. imperialism and the Israeli regime in pursuit of their respective hegemonic ambitions globally and in the Middle East. It sought to overthrow, weaken, or force the capitulation of the Islamic Republic, with the objective of diminishing its influence—especially its pan-Islamist orientation and regional position— in favour of U.S. imperial interests and Zionist objectives.

Thus, alongside the hegemony of U.S. imperialism and the expansionist policies of the Israeli regime in the Middle East, the reactionary and anti-people policies of the Islamic Republic—particularly its efforts to expand its political and military influence in the region—have been among the key factors contributing to the escalation of regional tensions and conflicts, and have facilitated the warmongering of the aggressor powers.

For years, the Iranian working class under the rule of the Islamic Republic has been suffering the effects of these crises in an unbearable manner. The political structure of capitalist governance in Iran has stripped workers and the working masses of their most fundamental human rights and has led to a profound social breakdown.

The suppression of workers, women, students, intellectuals, and activists defending the rights of national minorities, as well as the prohibition of human rights advocacy, the imposition of censorship and systemic suffocation of free expression, internet disruptions, and restrictions on access to information, form the regime’s prevailing methods in Iran. These measures are implemented through imprisonment, torture, and relentless executions.

Inflation, poverty, unemployment, job dismissals, and low wages are the “legal” and routine mechanisms through which the parliament and the government impose anti-human and anti-labour policies on working people, by enacting laws that undermine their rights.

Any form of protest against the current situation is criminalised under the accusation of “disturbing national security.” The right to organise and establish trade unions, and to struggle for fundamental labour legislation, is treated by the judiciary of the capitalist system of the Islamic Republic as “war against the system,” an offence punishable by the harshest penalties, including the death penalty.

As a member of the International Labour Organization, the Islamic Republic is bound to uphold the organization's fundamental conventions, including those guaranteeing freedom of association and collective bargaining. Yet the regime has consistently failed to respect these conventions, agreements, and basic labour standards, and has not demonstrated any genuine compliance or commitment to them.

Despite repeated warnings and efforts by activists and independent labour organisations in Iran and around the world, institutions affiliated with the Islamic Republic—such as the so-called “Supreme Centre of the Islamic Labour Councils”—continue to send their representatives to the annual conferences of the International Labour Organization, instead of genuine and independent representatives of workers' organisations.

It is even more regrettable that individuals affiliated with the regime and involved in violations of workers' rights have been elevated to positions on the Board of Directors and other committees. Accordingly, we, as workers, independent labour organisations, and retirees, demand the exclusion of the Islamic Republic's representatives from the International Labour Organization and insist on the participation of authentic and independent representatives of workers within this body.

Long live the class unity of workers of all countries!

27 May 2026

Haft Tapeh Sugarcane Workers Union

Coordination Committee to Help Establish Labor Organizations

Khuzestan Retired Workers

Group of Retirees' Unification

Message de solidarité des organisations indépendantes de travailleurs d'Iran à l'attention des travailleurs, syndicats et organisations ouvrières de tous les pays du monde



Avec des salutations chaleureuses et fraternelles à toutes les organisations ouvrières ainsi qu'à l'ensemble des combattants pour l'émancipation de la classe ouvrière, réunis à Genève à l'occasion de la 114^e Conférence de l'Organisation internationale du Travail, nous saluons votre engagement.

Votre rassemblement souligne la nécessité de l'unité de classe des Travailleurs/euses du monde entier et rappelle une vérité fondamentale : l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des Travailleurs/euses eux-mêmes.

Camarades Travailleurs/euses !

Le système capitaliste, dans son dérèglement et sa domination sans limites, en déclenchant des guerres régionales et en aggravant le risque d'une troisième guerre mondiale, cherche à poursuivre et à intensifier l'exploitation des Travailleurs/euses dans le monde entier, tout en faisant peser le lourd fardeau des crises du capitalisme sur les épaules des Travailleurs/euses et des classes laborieuses.

Un exemple concret des guerres du capitalisme est la « guerre de quarante jours » imposée aux Travailleurs/euses et aux masses populaires d'Iran. Il existe la possibilité de sa reprise sous différentes formes, que ce soit à court ou à long terme.

La « guerre de quarante jours » une guerre d'agression menée par l'impérialisme américain et le régime israélien afin de servir leurs objectifs de domination mondiale et régionale au Moyen-Orient. Cette guerre visait à renverser, affaiblir ou contraindre à la capitulation le régime de la République islamique, dans le but de neutraliser l'influence du panislamisme de ce régime et sa politique expansionniste régionale, au profit de l'impérialisme américain et du sionisme.

Ainsi, outre la volonté de domination de l'impérialisme américain et l'expansionnisme du régime israélien au Moyen-Orient, les politiques réactionnaires et antidémocratiques du régime de la République islamique, en particulier ses efforts pour étendre son influence politique et militaire dans la région, ont constitué l'un des facteurs ayant contribué à l'aggravation des tensions et des conflits régionaux, et ont facilité les politiques bellicistes des puissances agresseuses.

Sous la domination de la République islamique, la classe ouvrière iranienne subit depuis des années, à un degré devenu insupportable, les conséquences de ces crises. La structure politique du pouvoir capitaliste en Iran a privé les Travailleurs/euses et les masses laborieuses des droits humains les plus élémentaires et a entraîné une désintégration sociale.

La répression des Travailleurs/euses, des femmes, des étudiants et des intellectuels, ainsi que des militants des droits des minorités nationales, l'interdiction des activités des défenseurs des droits humains, l'instauration de l'oppression et de la censure, les coupures d'Internet et l'isolement de l'information constituent les méthodes générales de gouvernance en Iran, mises en œuvre par des emprisonnements, des actes de torture et des exécutions répétées.

L'inflation, la pauvreté, la hausse du coût de la vie, le chômage, les licenciements et le faible niveau des salaires sont des réalités « légalisées » et couramment imposées aux Travailleurs/euses , à travers des lois inhumaines et anti-ouvrières adoptées par le Parlement et le gouvernement.

Toute contestation de la situation existante est considérée comme un crime, sous l'appellation d'« atteinte à la sécurité du pays ». Le droit d'organisation et de création de syndicats, ainsi que la lutte pour des lois fondamentales du travail, sont qualifiés par l'appareil judiciaire du système capitaliste de la République islamique de « guerre contre le régime », ce qui entraîne les sanctions les plus sévères, y compris la peine de mort.

La République islamique, en tant que membre de l'Organisation internationale du Travail, est tenue de respecter les conventions fondamentales de cette organisation, notamment celles relatives à la liberté syndicale et aux conventions collectives. Toutefois, ce régime n'a jamais respecté les décisions, conventions, recommandations et principes fondamentaux du droit du travail, et ne leur a accordé ni le moindre respect ni la moindre force contraignante.

Cependant, malgré les avertissements et les dénonciations des militants et des organisations ouvrières indépendantes d'Iran et du monde entier, des organismes liés au régime de la République islamique, tels que le « Haut Conseil islamique du travail », envoient leurs représentants à la conférence annuelle de l'Organisation internationale du Travail à la place des représentants et authentiques des organisations ouvrières indépendants de pouvoir.

Plus regrettable encore, ces personnes liées au régime et responsables du piétinement des droits des Travailleurs/euses ont même réussi à accéder à des postes au sein du conseil d'administration et d'autres commissions. C'est pourquoi nous, en tant que partie des Travailleurs/euses, des organisations ouvrières indépendantes et des retraités, exigeons l'exclusion des représentants de la République islamique de l'Organisation internationale du Travail, ainsi que la participation des véritables représentants des Travailleurs/euses au sein de cette organisation.

Vive l'unité de classe des Travailleurs/euses de tous les pays !

27 mai 2026

- » **Syndicat des ouvrier.es de la canne à sucre de Haft Tappeh**
- » **Comité de coordination pour aider à la création d'organisations syndicales**
- » **Travailleurs/euses retraités du Khuzestan**
- » **Groupe de l'union des retraité.es**

پیام همبستگی تشکل های مستقل کارگری ایران
به کارگران، اتحادیه ها و تشکل های کارگری همه کشورهای جهان



با درودهای گرم و رفیقانه به همه تشکل های کارگری و تمام مبارزان راه آزادی طبقه کارگر که به مناسبت یکصد و چهاردهمین کنفرانس سازمان جهانی کار در شهرژنو گرد هم آمده اید. گردهمائی شما تأکیدی بر ضرورت اتحاد طبقاتی کارگران سراسر جهان و یاد آور این حقیقت است که آزادی طبقه کارگر تنها به دست خود این طبقه میسر است. رفقای کارگر!

نظام سرمایه داری با لجام گسیختگی و یکه تازی، به راه انداختن جنگ های منطقه ای و تشدید خطر جنگ جهانی سوم تلاش دارد تا استثمار کارگران را در سراسر جهان تداوم و شدت بخشد و بار سنگین بحران های سرمایه داری را بر دوش کارگران و زحمتکشان بیاندازد. یک نمونه مشخص جنگ های سرمایه داری، «جنگ چهل روزه» ای است که بر کارگران و توده های مردم ایران تحمیل شده و احتمال از سرگیری آن به اشکال مختلف و در آینده نزدیک یا دور وجود دارد. جنگ چهل روزه، یک جنگ تجاوزگرانه از سوی امپریالیسم آمریکا و رژیم اسرائیل برای تحقق اهداف سلطه گرانه آنها در جهان و در منطقه خاورمیانه و با هدف براندازی یا تضعیف و به تسلیم وادار کردن رژیم جمهوری اسلامی رخ داد تا نفوذ پان اسلامیسیم جمهوری اسلامی و سلطه طلبی منطقه ای این رژیم را به نفع امپریالیسم آمریکا و صهیونیسم خنثی سازند. بدین سان علاوه بر سلطه طلبی امپریالیسم آمریکا و توسعه طلبی رژیم اسرائیل در خاورمیانه، سیاست های واپس گرایانه و ضد مردمی رژیم جمهوری اسلامی، بویژه تلاش های این رژیم برای گسترش نفوذ سیاسی و نظامی خود در منطقه، یکی از عوامل مؤثر در تشدید تنش ها و درگیری های منطقه ای بوده و جنگ افروزی قدرت های تجاوزگر را تسهیل کرده است.

طبقه کارگر ایران زیر حاکمیت جمهوری اسلامی سال هاست به درجه ای غیر قابل تحمل از این بحران ها آسیب می بیند. ساختار سیاسی حاکمیت سرمایه داری ایران ابتدائی ترین حقوق انسانی را از کارگران و توده های زحمتکش سلب کرده و فروپاشی اجتماعی را به وجود آورده است. سرکوب کارگران، زنان، دانشجویان و روشنفکران، فعالان حقوق اقلیت های ملی، منع فعالیت طرفداران حقوق بشر، برقراری اختناق و سانسور، قطع اینترنت و بی خبری شیوه عام حکومت در ایران است که با زندان، شکنجه و اعدام های بی وقفه تحقق می یابد. تورم، فقر، گرانی، بیکاری، اخراج از کار و پایین بودن سطح مزد ها، شیوه های «قانونی» و رایجی هستند که مجلس و دولت با تصویب قوانین ضد انسانی و ضد کارگری، بر زحمتکشان جامعه تحمیل می کنند. هرگونه اعتراض به وضع موجود زیر عنوان «اختلال در امنیت کشور» جرم تلقی می شود. حق تشکل و ایجاد سندیکا ها و یا اتحادیه های کارگری و مبارزه برای قوانین بنیادین کار از سوی دستگاه قضائی نظام سرمایه داری جمهوری اسلامی «محرابه با نظام» تلقی می گردد که شدیدترین مجازات ها و از جمله حکم اعدام را با خود دارد.

جمهوری اسلامی به عنوان یکی از اعضای سازمان جهانی کار موظف به رعایت کنوانسیون های بنیادی این سازمان، از جمله آزادی تشکل و پیمان های جمعی است. اما این رژیم هرگز تصمیمات کنوانسیون ها، مقاوله نامه ها و قوانین بنیادین کار را رعایت نکرده و برای آنها کوچکترین احترام و الزامی قائل نبوده است. لیکن به رغم هشدارها و آگاه گری های فعالان و تشکل های کارگری مستقل ایران و جهان، نهادهای وابسته به رژیم جمهوری اسلامی مانند «کانون عالی شورای اسلامی کار» نمایندگان خود را به جای نمایندگان مستقل و واقعی تشکل های کارگری به کنفرانس سالانه سازمان جهانی کار بفرستد. تأسف بار تر اینکه این افراد وابسته به رژیم و پایمال کنندگان حقوق کارگران توانسته اند حتی به عضویت هیئت مدیره و سایر کمیته ها نیز ارتقا یابند. از این رو ما، به عنوان بخشی از کارگران و تشکل های مستقل کارگری و بازنشستگان خواهان طرد نمایندگان جمهوری اسلامی از سازمان جهانی کار و شرکت نمایندگان واقعی و مستقل کارگران در این سازمان هستیم.

مستحکم باد اتحاد طبقاتی کارگران همه کشورها!

۷ خرداد ۱۴۰۷

سندیکای کارگران نیشکر هفت تپه

کمیته هماهنگی برای کمک به ایجاد تشکل های کارگری

کارگران بازنشسته خوزستان

گروه اتحاد بازنشستگان

نامه سرگشاده سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه به نمایندگان کارگری و فدراسیون‌های بین‌المللی اتحادیه‌های کارگری در یکصد و چهاردهمین اجلاس کنفرانس بین‌المللی کار



خواهران، برادران، رفقا و نمایندگان تشکل‌های کارگری،

در شرایطی که کارگران و دیگر مردم تحت ستم در ایران با جنگ، ناامنی، تشدید دشواری‌های اقتصادی، سرکوب، و تداوم نقض ابتدایی‌ترین حقوق کار و حقوق انسانی روبه‌رو هستند، سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه بار دیگر نمایندگان کارگری شرکت‌کننده در یکصد و چهاردهمین اجلاس کنفرانس بین‌المللی کار را مخاطب قرار می‌دهد.

سال‌هاست که تشکل‌های مستقل کارگری و فعالان کارگری در ایران بارها اعلام کرده‌اند که کارگران در ایران از حق ایجاد تشکل‌های مستقل، مذاکره جمعی، اعتصاب و تجمع آزادانه محروم‌اند. سندیکاها، دیگر تشکل‌های مستقل کارگری و فعالان کارگری همچنان صرفاً به دلیل دفاع از ابتدایی‌ترین حقوق کارگران با اخراج، زندان، تهدید، احضار، بازداشت، کنترل امنیتی و دیگر اشکال سرکوب مواجه هستند.

اعضا و فعالان سندیکای کارگران شرکت واحد طی سال‌های گذشته هزینه‌های سنگینی، از جمله صدها مورد بازداشت و زندان، را برای دفاع از حقوق کارگران و حق تشکیل تشکل‌های مستقل متحمل شده‌اند. از این میان، چهار تن از اعضای سندیکا به نام‌های ناصر محرم‌زاده، حسین کریمی سبزواری، حسن سعیدی و رضا شهابی، به دلیل فعالیت‌های سندیکایی، پیگیری مطالبات صنفی و دفاع از حقوق کارگران، سال‌هاست با اخراج از کار و محرومیت از حقوق و مزایای شغلی و اجتماعی روبه‌رو هستند. خانواده‌های آنان نیز مدت‌هاست فشارهای معیشتی و اقتصادی فزاینده‌ای را به عنوان پیامد این سرکوب‌ها تجربه می‌کنند.

در عین حال، به اصطلاح نمایندگان «کارگری» که از سوی دولت ایران به نهادهای بین‌المللی، از جمله سازمان جهانی کار، اعزام می‌شوند، نماینده‌ی واقعی کارگران و تشکل‌های مستقل کارگری ایران نیستند. این نمایندگان و نهادهای دست‌ساز، تحت کنترل حاکمیت قرار دارند و در عمل بخشی از سازوکار سرکوب و جلوگیری از تشکیل‌یابی مستقل کارگری هستند.

در ماه‌های گذشته، شرایط برای مردم زحمتکش در ایران حتی دشوارتر و خطرناک‌تر از قبل شده است. بیش از ۹۰ روز است که پس از آغاز جنگ تجاوزکارانه‌ی آمریکا و اسرائیل علیه خاک ایران در ۲۸ فوریه ۲۰۲۶، بسیاری از صداهای مستقل عملاً از طریق قطع و محدودسازی سراسری اینترنت و اقدامات شدید سرکوبگرانه خاموش شده‌اند. مردم زحمتکش که زیر فشار پیامدهای ویرانگر جنگ، نظامی‌گری، تورم، بیکاری میلیونی و گسترش فقر خرد شده‌اند، هم‌زمان با قطعی گسترده‌ی اینترنت، سانسور و فشارهای شدید امنیتی نیز مواجه بوده‌اند.

ما قاطعانه با جنگ، نظامی‌گری، تحریم‌های اقتصادی‌ای که مردم عادی را هدف قرار می‌دهد، و تمامی سیاست‌هایی که زندگی و معیشت کارگران را نابود می‌کنند، مخالفیم. حملات نظامی جنایتکارانه‌ی اخیر آمریکا و اسرائیل، و همچنین سیاست‌های مخرب و سرکوبگرانه جمهوری اسلامی، بار دیگر نشان داده‌اند که کارگران و مردم عادی بالاترین هزینه را در منازعات میان قدرت‌های حاکم در نظام سرمایه داری جهانی می‌پردازند. قربانیان جنگ، کارگران، کودکان، زنان، بازنشستگان، معلمان، رانندگان، پرستاران و میلیون‌ها انسان عادی هستند که زندگی، محل کار و محله‌هایشان نابود می‌شود.

همان‌گونه که بارها در نامه‌ها و بیانیه‌های پیشین خود تأکید کرده‌ایم، طبقه کارگر ایران به همبستگی با مبارزات مستقل کارگری نیاز دارد، و نه حمایت از جنگ، مداخله‌ی خارجی، سرکوب یا نهادهای وابسته به حکومت.

در عین حال، حاکمیت ایران سرکوب را در سایه‌ی جنگ و ناامنی تشدید کرده است. زندانیان سیاسی، فعالان کارگری، فعالان جنبش زنان، معلمان، دانشجویان و دیگر فعالان اجتماعی همچنان با بازداشت، احکام زندان و فشارهای شدید امنیتی روبه‌رو هستند. بار دیگر تأکید می‌کنیم که سرکوب، زندان، اعدام و خشونت نمی‌تواند ریشه‌های اعتراضات اجتماعی و مطالبات کارگران برای عدالت، برابری، آزادی و کرامت انسانی را از میان ببرد.

اهداف ما روشن است: مسیر دستیابی به عدالت اجتماعی و رهایی کارگران و زحمتکشان، در تقویت تشکل‌های مستقل طبقه‌ی کارگر، همبستگی جمعی، و مبارزات سازمان‌یافته‌ی خود کارگران و دیگر مردم تحت ستم نهفته است؛ نه در مداخله‌ی نظامی یا اتکا به قدرت‌های خارجی.

ما عمیقاً قدر دان اقدامات همبستگی‌ای هستیم که از سوی فعالان کارگری و نمایندگان کارگران کشورهای مختلف در جریان یکصد و چهاردهمین اجلاس کنفرانس بین‌المللی کار، از جمله گردهمایی ۵ ژوئن، سازمان‌دهی شده است، و از آنان می‌خواهیم خواسته‌های فوری زیر را به گوش مردم جهان برسانند:

- پایان فوری جنگ آمریکا و اسرائیل علیه ایران.

- توقف اعدام‌ها در ایران و لغو مجازات اعدام.

آزادی فوری فعالان کارگری زندانی، بازگشت به کار اعضای اخراجی سندیکا و دیگر کارگران و معلمان اخراجی و پایان دادن به سرکوب تشکل‌های مستقل کارگری.

- آزادی فوری و بی‌قید و شرط تمامی زندانیان سیاسی و مدافعان حقوق بشر.

- به رسمیت شناختن حق کارگران برای ایجاد سندیکاها و دیگر تشکل‌های مستقل، برگزاری تجمع، انجام مذاکرات دسته‌جمعی، و برخورداری از حق اعتصاب.

- دسترسی همه‌ی مردم زحمتکش به نیازهای اساسی، دستمزد مناسب، امنیت شغلی، بیمه بیکاری مکفی، خدمات درمانی، مسکن، آموزش و حمایت‌های اجتماعی.

- پایان دادن به قطع و سانسور اینترنت و محدودیت‌های اعمال‌شده بر آزادی بیان و ارتباطات.

با درود مجدد و همبستگی

سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه

۱۱ خرداد ۱۴۰۵ برابر با اول ژوئن ۲۰۲۶

Lettre ouverte du Syndicat des travailleur.euses de Vahed, la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue, aux représentant.es des travailleurs/euses et des fédérations syndicales internationales, présent.es à la 114^e session de la Conférence Internationale du Travail



Chères sœurs, chers frères, camarades et représentant.es des organisations syndicales.

Alors qu'en Iran, les travailleurs/euses et l'ensemble des populations opprimées d'Iran sont confronté.es à la guerre, à l'insécurité, à l'aggravation des difficultés économiques, à la répression, ainsi qu'à la poursuite des violations des droits élémentaires du travail et des droits humains, le Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) s'adresse une nouvelle fois aux représentant.es des travailleurs/euses participant à la 114^e session de la Conférence Internationale du Travail.

Depuis des années, les organisations syndicales indépendantes et les militant.es ouvrier.es d'Iran n'ont cessé de dénoncer le fait que dans ce pays, les salarié.es sont privés du droit de créer des organisations indépendantes, de mener des négociations collectives, de faire grève et de se rassembler librement.

Les syndicats, les autres organisations indépendantes de l'Etat, ainsi que les militant.es ouvrier.es, continuent d'être exposé.es, pour la seule défense des droits les plus élémentaires des salarié.es, à des licenciements, des arrestations, des emprisonnements, des menaces, une surveillance sécuritaire étroite et diverses formes de répression.

Les membres et les militants du Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) ont, au cours des dernières années, payé un lourd tribut pour la défense des droits des travailleurs et du droit de constituer des organisations syndicales indépendantes, faisant notamment l'objet de centaines d'arrestations et de peines d'emprisonnement. Parmi eux, quatre membres du Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) — Nasser Moharramzadeh, Hossein Karimi Sabzevar, Hassan Saeidi et Reza Shahabi — font depuis plusieurs années l'objet d'un licenciement ainsi que d'une privation de leurs droits et avantages professionnels et sociaux, en raison de leurs activités syndicales, de leur engagement dans la défense des revendications professionnelles et de leur lutte pour les droits des travailleurs. Leurs familles subissent également, depuis longtemps, des pressions économiques et des difficultés matérielles de plus en plus lourdes, en conséquence directe de cette répression.

Dans le même temps, les représentants envoyés par l'État iranien auprès des instances internationales du travail, y compris l'Organisation internationale du Travail (OIT), ne représentent ni les organisations syndicales indépendantes, ni les véritables intérêts des salarié.es d'Iran. Ces personnes sont des délégué.es d'organismes étatiques. Ils agissent dans le cadre du contrôle gouvernemental, ainsi que de la répression des organisations syndicales indépendantes. Et, dans les faits, ils font partie intégrante du mécanisme de répression et d'entrave à la constitution de syndicats indépendants de travailleurs.

Au cours des derniers mois, les conditions de vie des populations laborieuses d'Iran se sont encore dégradées, et sont devenues plus difficiles et plus dangereuses qu'auparavant.

La guerre d'agression menée par les États-Unis et Israël contre le territoire iranien a débuté le 28 février 2026. Depuis plus de 90 jours, notre syndicat ainsi que l'ensemble des voix indépendantes ont été, dans les faits, réduits au silence en raison de coupures généralisées d'Internet.

Les populations laborieuses, écrasées par les conséquences dévastatrices de la guerre, du militarisme, de l'inflation, du chômage et de l'aggravation de la pauvreté, sont également confrontées à des coupures massives d'Internet, ainsi qu'à la censure et à de fortes pressions sécuritaires.

Nous nous opposons fermement à la guerre, au militarisme, aux sanctions économiques visant les populations civiles, ainsi qu'à toutes les politiques qui détruisent la vie et les moyens de subsistance des travailleurs/euses.

Les récentes attaques militaires que nous qualifions de criminelles, menées par les États-Unis et Israël, ainsi que les politiques destructrices et répressives de la République islamique, montrent une fois de plus que ce sont les travailleurs/euses et les populations ordinaires qui paient le prix le plus élevé des conflits entre puissances dominantes du système capitaliste mondial.

Les victimes de la guerre sont les travailleurs/euses, les enfants, les femmes, les retraité.es, les enseignant.es, les chauffeurs, les infirmier.es, ainsi que les millions de personnes ordinaires, dont les vies, les lieux de travail et les quartiers sont détruits.

Comme nous l'avons souligné à maintes reprises dans nos lettres et déclarations précédentes, les travailleurs/euses d'Iran ont besoin de solidarité avec les luttes ouvrières indépendantes, et non de soutien à la guerre, à l'ingérence étrangère, à la répression ou aux organisations liées à l'État.

Dans le même temps, le pouvoir iranien a intensifié la répression dans le contexte de la guerre et de l'insécurité. Les prisonnier.es politiques, les militant.es ouvrier.es, les militantes du mouvement des femmes, les enseignant.es, les étudiant.es et d'autres acteurs sociaux continuent de faire face à des arrestations, à des peines de prison et à de fortes pressions sécuritaires.

Nous réaffirmons, une fois de plus, que la répression, l'emprisonnement, les exécutions et la violence ne peuvent pas faire disparaître les causes profondes des protestations sociales, ni les revendications des salarié.es en matière de justice, d'égalité, de liberté et de dignité humaine.

Nos objectifs sont parfaitement clairs : la voie vers la justice sociale et l'émancipation des travailleurs/euses et des couches laborieuses, réside dans le renforcement des organisations indépendantes de la classe ouvrière, dans la solidarité collective et dans les luttes organisées par les travailleurs/euses eux/elles-mêmes, ainsi que des autres populations opprimées. Et non pas dans l'intervention militaire ni dans la dépendance à des puissances étrangères.

Nous exprimons notre profonde gratitude pour les actions de solidarité organisées par les militant.es et représentant.es des travailleurs/euses de différents pays lors de la 114e session de la Conférence de l'OIT, ainsi que lors du rassemblement du 5 juin.

Nous leur demandons de faire entendre auprès de l'opinion publique internationale les revendications urgentes suivantes :

- La fin immédiate de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran.
- L'abolition immédiate de la peine de mort.
- La cessation de la répression, des arrestations et des opérations sécuritaires contre les militant.es sociaux et politiques d'Iran.
- La libération immédiate et inconditionnelle de tous/toutes les militant.es ouvrier.es, des prisonnier.es politiques et des défenseurs/euses des droits humains.

- La reconnaissance du droit des travailleurs/euses à créer des syndicats et d'autres organisations indépendantes, à organiser des rassemblements, à mener des négociations collectives, et à exercer le droit de grève.
- L'accès de l'ensemble des populations laborieuses aux besoins fondamentaux, à un salaire décent, à la sécurité de l'emploi, aux soins de santé, au logement, à l'éducation et à la protection sociale.

Mettre un terme aux coupures et à la censure d'Internet, ainsi qu'aux restrictions imposées à la liberté d'expression et aux communications.

Avec nos salutations renouvelées et notre solidarité.

Syndicat des travailleur.euses de Vahed, la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue,

1 juin 2026

Open letter from the Syndicate of Workers of the Tehran and Suburbs Bus Company (Vahed) to workers' representatives at the 114th Session of the International Labour Conference



Dear sisters, dear brothers, comrades, and representatives of trade union organizations,

At a time when workers and all oppressed populations in Iran are confronted with war, insecurity, deepening economic hardship, repression, and the ongoing violation of their most fundamental labour and human rights, the Vahed Bus Company Workers' Union of Tehran and its suburbs is once again addressing the workers' representatives participating in the 114th Session of the International Labour Conference.

For years, independent trade union organizations and labour activists in Iran have consistently denounced the fact that workers are deprived of the right to form organizations independent of the authorities, to engage in collective bargaining, to strike, and to freely assemble

Trade unions, other independent organizations, and labour activists continue to face dismissal from employment, arrest, imprisonment, threats, intensive security surveillance, and various other forms of repression, solely for defending workers' most basic rights.

Members and activists of the Syndicate of Workers of the Tehran and Suburbs Bus Company have, in recent years, paid a heavy price for defending workers' rights and for asserting the right to form independent trade union organizations, facing hundreds of arrests and prison sentences. Among them, four members of the Syndicate of Workers of the Tehran and Suburbs Bus Company (Vahed) — Nasser Moharramzadeh, Hossein Karimi Sabzevar, Hassan Saeidi, and Reza Shahabi — have, for several years, been dismissed from their jobs and deprived of their professional and social rights and benefits as a result of their trade union activities, their commitment to defending workplace demands, and their struggle for workers' rights. Their families have also, for a prolonged period, been subjected to mounting economic pressure and increasingly severe material hardship as a direct consequence of this repression.

At the same time, the representatives appointed by the Iranian state to international labour bodies, including the International Labour Organization, do not represent independent trade union organizations or the genuine interests of Iranian workers. These individuals are delegates of state-controlled institutions and operate within a framework shaped by government authority and the suppression of independent trade union activity. And, in practice, they form an integral part of the machinery of repression and of obstructing the formation of independent trade unions.

In recent months, the living conditions of working people in Iran have further deteriorated, becoming more difficult and more precarious than ever. For more than 80 days, following the outbreak of the war involving the United States and Israel against Iranian territory on 28 February 2026, our union, along with all independent voices, has in practice been silenced due to widespread internet shutdowns.

Working people, crushed by the devastating consequences of war, militarism, inflation, unemployment, and the deepening of poverty, are also facing widespread internet outages, as well as censorship and intense security pressure.

We firmly oppose war, militarism, economic sanctions that target civilian populations, and all policies that destroy workers' lives and livelihoods.

The recent military attacks, which we condemn as criminal, carried out by the United States and Israel, as well as the destructive and repressive policies of the Islamic Republic, once again demonstrate that it is workers and ordinary people who bear the highest cost of conflicts between dominant powers of the global capitalist system.

The victims of war are workers, children, women, retirees, teachers, drivers, nurses, and millions of ordinary people whose lives, workplaces, and neighbourhoods are destroyed.

As we have repeatedly emphasized in our previous letters and statements, workers in Iran need solidarity with independent workers' struggles, not support for war, foreign interference, repression, or state-affiliated organizations.

The power in Iran has simultaneously intensified repression in the context of war and insecurity. Political prisoners, labour activists, women's movement activists, teachers, students, and other social actors continue to face arrests, prison sentences, and severe security pressure.

We once again reaffirm that repression, imprisonment, executions, and violence cannot eliminate the root causes of social protest or workers' demands for justice, equality, freedom, and human dignity.

Our objectives are clear: the path toward social justice and the emancipation of workers and the working-class lies in strengthening independent working-class organizations, in collective solidarity, and in the organized struggles of workers themselves and other oppressed populations, and not in military intervention or dependence on foreign powers.

We express our deep gratitude for the solidarity actions organized by labour activists and workers' representatives from different countries during the 114th Session of the ILO Conference, as well as during the rally held on June 5.

We call upon them to bring the following urgent demands, formulated by independent trade union organizations and labour activists in Iran, to the attention of international public opinion:

- An immediate end to the war waged by the United States and Israel against Iran.
- The immediate abolition of the death penalty.
- The cessation of repression, arrests, and security operations against social and political activists in Iran.
- The immediate and unconditional release of all imprisoned labour activists, political prisoners, and human rights defenders.
- The recognition of workers' right to form trade unions and other independent organizations, to hold assemblies, to engage in collective bargaining, and to exercise the right to strike.
- Access for all working people to basic needs, including a decent wage, job security, healthcare, housing, education, and social protection.
- An end to internet shutdowns and censorship, as well as to restrictions imposed on freedom of expression and communication.

With renewed greetings and solidarity

Syndicate of Workers of the Tehran and Suburbs Bus Company (Vahed)

June 1, 2026